

Etienne Davignon en dix dates clés

Etienne Davignon naît le 4 octobre 1932 à Budapest, où son père était diplomate. « C'est pour quoi il m'a donné comme prénom Etienne. Etienne, c'est le saint patron de la Hongrie », racontait-il dans ses *Souvenirs de trois vies*. Trois vies, et bien plus de chapitres marquants. V.L.A.

1959



Il réussit le concours de diplomate et entre aux Affaires étrangères, affecté à la section africaine. Il est désigné représentant du ministère à la Table ronde belgo-congolaise visant à organiser l'indépendance du Congo. © BELGAIMAGE.

1961



Il entre au cabinet de Paul-Henri Spaak, comme conseiller aux affaires congolaises. Une rencontre décisive dans son parcours. En 1964, il est nommé directeur de cabinet, à 32 ans. En 1966, il sera nommé au même poste par Pierre Harmel. © BELGAIMAGE.

1974



Il devient le premier président de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). © KEYSTONE.

1977



Il devient commissaire européen. A l'Industrie et au Marché intérieur durant son premier mandat, dans la Commission Jenkins. Il rempile, pour un deuxième mandat, sous la présidence de Gaston Thorn. © BELGAIMAGE.

DISPARITION

Etienne Davignon, un homme d'influence

Avec la disparition d'Etienne Davignon, c'est un pan entier de l'histoire de la Belgique qui disparaît.

PORTRAIT

BÉATRICE DELVAUX

C'est un monument qui s'est effacé. C'est la fin d'une ère, celle d'une Belgique francophone et d'une Belgique tout court qui, durant plusieurs dizaines d'années, développait son industrie, comptait des institutions financières et énergétiques championnes dans leur pays et conquérantes à l'extérieur. Celle des « grands hommes » au sommet d'un appareil d'Etat – qui ne laissait quasi pas de place aux femmes –, qui s'ils n'étaient pas ministres, exerçaient une influence énorme sur les rouages du pouvoir et le destin politique du pays. La fin aussi d'une ère qui s'est terminée par le déclin, le détricotage, et le délitement de ce pouvoir national et d'un certain capitalisme belge avec la cession des bijoux de famille industriels et financiers, emportés par les divisions communautaires, la faiblesse de l'Etat belge, l'absence d'oligarques nationaux.

Un pilier de la Belgique

C'est un pan entier de l'histoire de la Belgique qui disparaît. *Le Soir* avait un jour réuni le couple mythique qu'Etienne Davignon formait avec Antoinette Spaak, femme politique et fille de Paul-Henri Spaak, pour évoquer un anniversaire de la Belgique : ils avaient à deux vécu, voire imprimé leur marque à chacune des périodes. Les avis diverge-

ront sur l'action du vicomte devenu comte, mais personne ne pourra contester qu'il était de ces personnages qui prennent leurs responsabilités et les assument, dans son cas pour servir son attachement indéfectible à son pays, sa foi dans la construction européenne, et une idée qu'il s'était forgée de ce qu'était un homme d'Etat. Où qu'il ait été nommé, quoiqu'il ait présidé, Davignon n'est jamais resté au balcon de la marche du monde et des événements qui s'y déroulaient, prenant les honneurs comme les coups, aussi nombreux, qui en résultaient. Sa mort empêchera la justice de tenter de faire la lumière sur son éventuelle responsabilité et celle de la Belgique dans l'assassinat de Patrice Lumumba. L'homme est-il parti avec des secrets ? Il a en tout cas toujours plaidé un rôle ultrasecondaire, alors qu'il était un diplomate stagiaire de 27 ans.

Prendre et assumer des responsabilités ?

C'est vrai lorsque, venant de la diplomatie, il arrive à la Commission européenne. C'est Davignon qui s'empare, durant son premier mandat au sein de l'exécutif communautaire, de la restructuration de la sidérurgie européenne, avec des rationalisations dantesques qui ont pour but de sauver une industrie en grave crise au prix de dizaines de milliers de pertes d'emplois. Sauveur pour les uns, fossoyeur pour les autres – notamment les syndicalistes wallons –, Davignon revendiquera toujours une action indispensable, pour gérer la « fin » d'une industrie qu'il ne pouvait que constater.

Un capitaine d'industrie

C'est Davignon qui prend en main la Générale de Belgique, cette « Vieille Dame » qui prend l'eau de toutes parts sous les coups d'un raider italien, Carlo De Benedetti qui a, lui, vu les failles

béantes dans la cuirasse de la structure autrefois protectrice de la finance et de l'industrie belge. Le vicomte, qui vient juste de débarquer rue Royale et n'a rien à voir dans le déclin de ce monstre du capitalisme belge, va mener la contre-attaque, et la gagner, avec l'aide de la compagnie française Suez qu'il appelle à la rescousse et avec laquelle il va gérer la suite pour l'ex-Générale et ses filiales.

C'est Davignon, en tandem avec Maurice Lippens – actionnaire et président alors tout puissant du groupe de bancassurance Fortis – devenus les parrains de ce qu'il reste du capitalisme belge, qui vont monter l'opération « Sauvons Sabena », réunissant un groupe de patrons belges pour conserver en Belgique une compagnie aérienne nationale. Brussels Airlines voit alors le jour, alors que plus personne autour d'eux n'y croyait.

Plus tard, c'est Bozar, l'institution culturelle fédérale, qu'il va sauver de la débâcle financière : le patron Paul Dujardin a les idées, Davignon a les pieds sur terre et la capacité d'influence politique qui vont permettre à ce monument culturel et historique belge de muer dans ce centre d'art et de culture très contemporain et populaire qu'il est aujourd'hui.

Il lui sera si souvent reproché – par l'autrice de ces lignes notamment – d'avoir participé à la cession des bijoux de famille belges, au capitalisme étranger : Tractebel s'est fondu dans Engie, le cimentier CBR dans Heidelberg, la Générale de Banque dans BNP Paribas Fortis, et SN Brussels est finalement sous contrôle allemand. « A la fin, c'est toujours Davignon qui nous vend à l'étranger ? » : l'homme à la pipe et aux costumes cravates d'une grande élégance était entré dans une des colères noires dont il avait le secret, lorsque nous lui avions posé cette question, alors que SN passait sous contrôle allemand. Davignon, excédé, avait alors brandi le combat solitaire à mener sur ce terrain déserté par un Etat belge sans argent, et sans hommes et femmes politiques à la hauteur de ces enjeux, jamais au rendez-vous de ces moments où il aurait fallu investir, et protéger les actifs belges.

Aujourd'hui, il faut le dire : « Stevy » – son diminutif qui avait depuis longtemps dépassé le cercle des intimes – avait raison. Et on se dit qu'il a dû considérer avec une certaine ironie, le projet récent de l'Arizona de racheter les vieilles centrales nucléaires belges qu'il avait tenté, sans aucun succès, avec les patrons de l'époque (Bodson, Hansen, Dutordoir) de conserver au pays. Il aurait pu aussi pointer la responsabilité de son contemporain, Albert Frère, patron du holding familial GBL, et l'autre actionnaire à côté de l'Etat des bijoux de famille belges (BBL, Petrofina, Tractebel et la Royale belge), avec lequel il formait un « duo » contraint, se retrouvant sur tous les grands dossiers des années 80 et 90. Alors que Davignon tentait, sans aucun capital, de sauver ce qui pouvait l'être de cette Belgique sans Etat, Albert Frère, qui disposait lui d'un pactole, faisait croître ses avoirs et négociait une petite influence parisienne, en cédant « ses » actifs belges à la France.

Un homme influent

Beaucoup ont, à juste titre, une vue « d'en haut » de ce personnage, issu de la noblesse, lié à chaque étape de sa vie au pouvoir européen, belge et monarchique, en lien jusque très tard avec les



Etienne Davignon était un monument. © DOMINIQUE DUCHESNES.

plus puissants du monde occidental qui décrochaient leur téléphone pour l'écouter ou le consulter. Cet ami de Kissinger et Delors partageait avec ces « grands commis » politiques la maîtrise assumée des jeux et des rapports de force pour aboutir au résultat visé. Et pourtant, sa disparition est aussi celle d'un homme, très particulier, resté lui-même jusqu'à la dernière minute, à la fois extrêmement impliqué, attentionné, en responsabilité, et extrêmement libre.

Etienne Davignon est né d'un père diplomate en poste en Allemagne lorsqu'Hitler déclare la Seconde Guerre mondiale. Mais sa véritable naissance se produit lors de sa rencontre avec Paul-Henri Spaak (socialiste), dont il devient le jeune conseiller alors qu'il est ministre des Affaires étrangères, et qui sera son mentor, son guide et dont il partagera les valeurs, les convictions, les combats, européen en particulier. Cette rencontre ancre pour toujours, chez ce PSC revendiqué, le goût de la politique et des fonctions de pouvoir – il ratera à regret la présidence de la Commission et des postes de ministres qu'il convoitait – tout en cultivant et en développant au fil du temps un statut d'électron libre. Au fil du temps, il émerge comme une sorte de *deus ex machina* pour les uns, de recours et de soutien pour les autres, exerçant son influence au service d'idéaux qu'il a construits dans la lignée de Spaak, mais avec le pragmatisme de la raison ou de la tactique. Exemple parmi d'autres de cette liberté d'esprit, façon électron libre dans un monde de pouvoir si docile : sa proximité du prince Phi-

KROLL

